

« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce... Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans.

Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement National, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour toutes et tous, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiters, des racistes et de leur monde.

Quand l'état s'attaque au 19ème

Plusieurs missions du service public sont mises à mal cette année dans l'arrondissement : le centre de santé menacé de fermeture, 18 suppressions de classes dans les écoles prévues en 2025 et la vente du bâtiment abritant le centre des impôts et les locaux CRAMIF place de l'Argonne. Sans compter le projet de déménagement de la CRAMIF dans les prochaines années ! Pourtant, s'il y a un endroit prioritaire, c'est bien cet arrondissement qui, en plus d'être l'un des plus peuplés, est le plus pauvre de la capitale.

Les "profiteurs" du service public ne sont donc pas là où on essaie de nous le faire croire. Preuve : on demande aux usagers des impôts du 19^{ème} d'aller dorénavant au centre des finances publiques situé... dans le très chic 2^{ème} arrondissement, dont le centre, lui, n'est pas menacé !

La journée de (fausse) solidarité

Il est devenu compliqué de savoir si le lundi de Pentecôte est un jour férié ou pas. Dans la pratique, nous payons tous un jour de travail gratuit au nom de la « solidarité ». Vu l'état des EPHAD, cette journée doit surement servir à engraisser des patrons plutôt que de prendre en charge dignement nos anciens.

Les gros fraudeurs et les petits

Le fameux « trou de la sécu » est sur toutes les bouches des éditorialistes et journalistes. Et pour cause, le gouvernement a pour projet de le combler ! Comment ? Rien n'est acté. En attendant, les médias nous abreuvant d'exemples de fraudes à la sécu diverses et variées, dont le total est estimé à... 5,6 millions d'euros ! Beau pactole, c'est sûr, mais pas à la hauteur dudit trou de la sécu, qui s'élèverait en 2024 à 21,4 milliards d'euros. Et sinon, les environ 75 milliards d'euros par an d'exonérations de cotisations patronales pour financer la sécu, on en parle de cette fraude ?



Var : l'islamophobie a encore tué

Un homme de 35 ans, de nationalité tunisienne, a été tué par son voisin, à Puget-sur-Argens, une petite ville non loin de Fréjus. Le meurtrier a tiré à cinq reprises sur la victime ainsi que sur l'un de ses amis, de nationalité turque, qui a été blessé à la main. Avant et après être passé à l'acte il avait posté des vidéos haineuses et racistes, se plaignant du nombre de Maghrébins dans sa cité. Il a été arrêté peu après alors qu'il tentait de s'enfuir en voiture. Plusieurs armes ont été retrouvées dans son véhicule, dont un pistolet automatique, un fusil à pompe et une arme de poing. Une atmosphère délétère à laquelle le gouvernement n'est pas étranger.

Palestine occupée : les massacres et la colonisation continuent

Des centaines de personnes sont mortes ces derniers jours dans la bande de Gaza lors d'attaques israéliennes. Dans le même temps, l'État sioniste a annoncé la création de 22 nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée. Bezalel Smotrich, le ministre des Finances d'extrême droite raciste et suprémaciste, n'a pas caché qu'il s'agissait d'une étape en vue de l'annexion prochaine de ce territoire où quelque 500 000 Israéliens juifs vivent dans des colonies, créées en spoliant les habitants de leurs terres, au milieu de trois millions de Palestiniens. Selon des ONG de défense des droits humains et de lutte contre la colonisation, les faits accomplis sur le terrain n'ont jamais autant progressé que sous le gouvernement Netanyahu. Encore une fois massacres, colonisation et apartheid vont de pair.

Un nouveau décret pour attaquer les chômeurs

Un décret entrant en vigueur dimanche 1er juin permettra de suspendre partiellement le versement de l'allocation pendant plusieurs mois pour les demandeurs d'emploi qui ne respecteraient pas leur « contrat d'engagement ». Ce contrat, qu'ils sont donc obligés de signer, les contraint notamment à donner au moins 15 heures d'activité hebdomadaires. Alors que des centaines de plans de licenciements ont déjà été mis en œuvre en un an, cette attaque sert à exercer une pression sur l'ensemble des travailleurs.

Bientôt un monde sans enfants ?

Selon une enquête de l'Institut Odoxa, 54 % des personnes interrogées seraient en faveur de la création d'espaces « no kids » (sans enfants). Il s'agirait de lieux réservés aux adultes, comme certains restaurants, hôtels, plages ou compartiments de train. Raisons invoquées : les chères têtes brunes ou blondes seraient trop bruyantes, trop capricieuses, voire carrément mal élevées. Bref des enfants. Le débat a pris une telle ampleur sur les réseaux sociaux que la Haute-commissaire à l'Enfance, Sarah El Hairy, a été obligée de se positionner contre le développement de tels espaces. C'est surtout d'espaces sans connerie dont on a vraiment besoin !